

EUROPE / AMÉRIQUE DU NORD

PARC NATIONAL DE PIRIN

BULGARIE



PARC NATIONAL DE PIRIN (BULGARIE) - ID N° 225 bis rev

Note : Le Parc national de Pirin a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1983 au titre des critères (vii), (viii) et (ix) qui, à l'époque, étaient numérotés (i), (ii) et (iii). L'évaluation d'origine de l'UICN notait, comme éléments clés justifiant la valeur universelle exceptionnelle du bien, le paysage de montagne, la géomorphologie glaciaire et l'évolution continue de la flore comme en témoignent plusieurs espèces endémiques et reliques. L'extension du Parc national de Pirin est proposée au titre des critères (vii), (ix) et (x).

Conformément aux recommandations précédentes de l'UNESCO et de l'UICN, l'État partie a soumis, en 2006, une proposition d'extension du bien inscrit dans laquelle il envisageait également d'exclure du bien les zones touristiques de Bansko et Dobrinishte et de les intégrer dans une nouvelle zone tampon. Comme cette proposition était incomplète, elle n'a pas été évaluée par l'UICN. Une proposition révisée, soumise en 2007, a été évaluée par l'UICN mais retirée par l'État partie avant examen par le Comité du patrimoine mondial à sa 32e session (Québec, Canada, 2008). Une autre proposition révisée, dans laquelle l'État partie propose une fois encore d'exclure les zones touristiques de Bansko et Dobrinishte et de les intégrer dans une nouvelle zone tampon a été soumise en 2009 et fait l'objet de la présente évaluation.

Depuis 2002, le Comité du patrimoine mondial s'est déclaré à plusieurs reprises préoccupé par les menaces que le développement des stations de ski dans les zones touristiques de Bansko et Dobrinishte exerce sur la valeur universelle exceptionnelle du bien (voir décisions 26COM 21B.2, 27COM 7B.15, 28COM 15B.21, 29COM 7B.23, 31COM 7B.27 et 33COM 7B.21). Deux missions de surveillance ont été menées conjointement par le Centre du patrimoine mondial et l'UICN en 2002 et 2004, puis l'UICN a conduit une mission d'évaluation en 2007. En 2002 et 2009, le Comité a noté l'inscription possible du bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

1. DOCUMENTATION

- i) **Date de réception de la proposition par l'UICN :** 16 mars 2009
- ii) **Informations complémentaires officiellement demandées puis fournies par l'État partie :**
Aucune information complémentaire n'a été demandée ni fournie par l'État partie.
- iii) **Fiches techniques PNUE-WCMC :** Mises à jour pour la dernière fois en août 2007, extraites du dossier d'origine de la proposition et de la proposition d'extension, ainsi que de références supplémentaires. À mettre à jour conformément à la décision du Comité.
- iv) **Littérature consultée :** Burmester, A. et al. (2005) **World Natural Heritage and Cultural Landscapes in Europe**. Report of the Workshop at the International Academy for Nature Conservation, Isle of Vilm, Germany, 18-21 June 2005. German Federal Agency for Nature Conservation, Bonn; Grunewald, K., Monget, J.-M. and Brown, D. (2009) **Characterisation of contemporary local climate change in the mountains of southwest Bulgaria**. Climatic Change 95: 535-549. UICN (2008) **Évaluation technique de l'UICN de l'extension proposée du Parc national de Pirin**. UICN, Gland, Suisse; Milne, R. et Heiss, G. (2002) **Report of the International Mission to Pirin National Park, Bulgaria**, 11-16 February 2002. UNESCO, Paris; Ministry of the Environment and Water (2004) **Pirin National Park Management Plan 2004-2013**. Ministry of the Environment and Water, Sofia; Rössler, M. and Zupancic-Vicar, M. (2004) **Report on the UNESCO-IUCN Mission to Bulgaria, 3-6 February 2004**. UNESCO, Paris. Save Pirin NGO Coalition (2006) **Bansko Ski Zone – Crime against: UNESCO Site, Potential Natura 2000 Site**. Save Pirin NGO Coalition, Sofia; Strid, A. (1980) **Flora of Mount Olympus**. Goulandris Museum of Natural History, Athens. Thorsell, J. and Hamilton, L. (2002) **A Global Overview of Mountain Protected Areas on the World Heritage List**. IUCN, Gland, Switzerland; Thorsell, J. and Sigaty, T. (1997) **A Global Overview of Forest Protected Areas on the World Heritage List**. IUCN, Gland, Switzerland; WWF Danube-Carpathian Programme (2008) **White Elephants in the Green Mountains: Ski Developments in Bulgaria**. WWF Danube-Carpathian Programme, Vienna, Austria.

- v) **Consultations** : Onze évaluateurs indépendants. Des consultations approfondies ont eu lieu durant la visite sur le terrain avec le Vice-ministre de l'environnement et de l'eau ; des représentants de la Direction nationale du Service de la protection de la nature au Ministère de l'environnement et de l'eau ; le Directeur et des membres du personnel du Parc national de Pirin ; des scientifiques, des représentants du secteur privé, des communautés et des ONG ainsi que la Commission nationale bulgare pour l'UNESCO.
- vi) **Visite du bien proposé** : Marija Zupancic-Vicar et Bastian Bomhard, octobre 2009.
- vii) **Date à laquelle l'UICN a approuvé le rapport** : 22 avril 2010.

2. RÉSUMÉ DES CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

Le bien du patrimoine mondial existant couvre une superficie de 27 442,9 ha dans les montagnes de Pirin, au sud-ouest de la Bulgarie, et comprend essentiellement les parties boisées de basse altitude du Parc national de Pirin qui, lui-même, a une superficie de 40 356 ha. Il comprend des paysages de montagnes calcaires divers où l'on trouve environ 70 lacs glaciaires et d'autres formations glaciaires, des cascades, des grottes et des forêts, essentiellement de conifères avec des peuplements importants de pins de Bosnie (*Pinus heldreichii*) et de pins de Macédoine (*P. peuce*), deux espèces endémiques des Balkans. Le bien abrite un ensemble d'espèces endémiques et reliques représentatives de la flore balkanique du Pléistocène.

La partie principale de l'extension proposée est une zone de hautes montagnes de plus de 2000 m d'altitude, comprenant surtout des prairies alpines, des éboulis rocheux et des sommets. La flore du Parc national de Pirin compte 1315 espèces de plantes vasculaires, c'est à-dire environ un tiers de la flore de Bulgarie, y compris 86 espèces endémiques des Balkans, 17 espèces endémiques de Bulgarie et 18 espèces localement endémiques, principalement présentes dans les communautés rocheuses et de prairies de la zone subalpine et alpine de l'extension proposée. La flore de lichens (367 espèces) et de mousses (329 espèces) représente environ la moitié de toute la flore de lichens et de mousses de Bulgarie. La flore compte aussi 165 espèces d'algues et 375 espèces de champignons. La faune du Parc national de Pirin comprend 45 espèces de mammifères et 159 espèces d'oiseaux. Pirin abrite aussi huit espèces d'amphibiens, 11 espèces de reptiles et six espèces de poissons. L'inventaire des invertébrés est loin d'être complet : 3400 espèces ont été décrites à ce jour. Il n'y a pas de chiffres disponibles concernant l'importance des espèces de l'extension proposée par rapport au bien existant mais, compte tenu de la différence altitudinale entre les deux, l'extension proposée ajoute certainement des espèces de haute altitude au bien existant et améliore aussi la connectivité des habitats dans le bien pour plusieurs autres espèces. Certaines des zones périphériques

de l'extension proposée, en particulier au-dessus de la ville de Bansko, comprennent d'anciens pâturages et plantations qui sont actuellement en train de connaître un processus de succession naturelle.

Le bien est situé dans une région qui a connu un développement touristique rapide avec, principalement, le développement de la station de ski de Bansko dans le bien existant mais non dans l'extension proposée. La construction des stations a eu un impact marqué sur les valeurs et l'intégrité du bien et des dommages considérables ont été fait sur les forêts de pins qui dominent la ville de Bansko.

L'État partie propose maintenant d'agrandir le bien du patrimoine mondial existant pour inclure l'ensemble du Parc national de Pirin à l'exception de deux zones dites touristiques dont les valeurs et l'intégrité ne sont plus compatibles avec le statut de patrimoine mondial comme expliqué dans la section 4 du présent rapport et illustré sur les cartes 1 et 2. La section 4 du présent rapport fournit de plus amples informations sur les modifications des limites et les problèmes d'intégrité.

3. COMPARAISONS AVEC D'AUTRES SITES

Le bien du patrimoine mondial existant a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial au titre des critères (vii), (viii) et (ix) pour son paysage de montagne, sa géomorphologie glaciaire et l'évolution continue de la flore comme en témoignent plusieurs espèces endémiques et reliques. L'extension proposée renforcerait les valeurs, l'intégrité et la gestion du bien existant selon ces critères et contribuerait donc à la conservation à long terme de la valeur universelle exceptionnelle du bien. Toutefois, l'extension étant aussi proposée au titre d'un critère supplémentaire, le critère (x), il est nécessaire de comparer les valeurs du Parc national de Pirin pour la biodiversité et les espèces menacées à d'autres biens du patrimoine mondial et aires protégées comparables, dans la région et au niveau mondial.

Le Parc national de Pirin fait partie de la Province biogéographique des hautes terres des Balkans.

Parmi les autres biens du patrimoine mondial de la région, on trouve le Parc national Plitvice (Croatie) et le Parc national de Durmitor (Monténégro). Le Parc national Plitvice, qui est surtout une zone de forêts, a été inscrit pour ses barrières de travertin exceptionnelles. Comme Pirin, le Parc national de Durmitor est une zone de hautes montagnes et comprend les forêts de pin et la gorge de la Tara. Parmi les autres aires protégées de montagne de la région, il y a : le Parc national de Sutjeska (Bosnie-Herzégovine); le Parc national de Rila (Bulgarie); le Parc national de Galičica et le Parc national du Pelister (ex République yougoslave de Macédoine); le mont Olympe et le mont Tymphi (Grèce); le Parc national du mont Sara (Serbie); et le Parc national en projet de Prokletje (Monténégro).

Du point de vue de la biodiversité et des espèces menacées, les valeurs du Parc national de Pirin sont comparables à celles de plusieurs autres sites de la région. Par exemple, le mont Olympe (Grèce) compte 1700 espèces de plantes vasculaires (23 endémiques) et le Parc national en projet de Prokletje (Monténégro) en compte 1609 (20 endémiques) à comparer avec 1315 (18 endémiques) pour le Parc national de Pirin. La diversité de la flore et de la faune du Parc national de Pirin, bien qu'elle soit importante au niveau national, ne se distingue donc pas lorsqu'on la compare avec celle d'autres sites de montagne de la région.

Au niveau mondial, le Parc national de Pirin est inférieur, du point de vue de la biodiversité et des espèces menacées, à beaucoup de régions de montagne. Il est plus petit et a beaucoup moins d'espèces et d'habitats que d'autres biens montagneux du patrimoine mondial tels que les Parcs des montagnes rocheuses canadiennes (Canada), le Caucase de l'Ouest, les Montagnes dorées de l'Altaï et Sikhote-Alin central (Fédération de Russie) et le Parc national des Great Smoky Mountains (États-Unis d'Amérique).

4. INTÉGRITÉ

4.1 Protection

Le bien du patrimoine mondial existant, à l'exception de quatre petites zones situées en périphérie du bien et qui ont été exclues du Parc national de Pirin en 1987 et 1999, et l'extension proposée appartiennent à l'État et sont classés « parc national » en vertu de la loi bulgare. Ce statut fournit une base juridique pour la protection des valeurs et de l'intégrité du bien. Toutefois, le développement de la station de ski de Bansko dans le parc national, qui a nui considérablement aux valeurs et à l'intégrité du bien, permet de douter de l'efficacité du statut de protection du bien existant et de l'extension proposée.

L'UICN considère que le statut de protection de l'extension proposée remplit, en théorie, les conditions énoncées dans les Orientations, toutefois, en pratique, on peut douter de l'efficacité du statut de protection qui dépendra fortement de la volonté politique de l'État partie de la garantir.

4.2 Limites

Les limites du bien du patrimoine mondial existant ne correspondent pas aux unités écologiques et créent un bien extrêmement fragmenté au faible niveau d'intégrité. L'extension proposée, d'une superficie de 12 136,02 ha (voir tableau 1 et carte 1), améliorera de manière significative l'intégrité du bien en reliant des zones actuellement isolées pour former une seule unité écologique basée sur les limites actuelles du Parc national de Pirin.

Conformément aux recommandations précédentes de l'UNESCO et de l'UICN, l'État partie propose également d'exclure du bien du patrimoine mondial les zones touristiques de Bansko et Dobrinishte (couvrant au total 1078,28 ha à l'intérieur du parc national) et de les intégrer à une nouvelle zone tampon (voir cartes 1 et 2). Ces zones touristiques comprennent une importante infrastructure telle que la principale route d'accès au parc, cinq hôtels, de vastes équipements pour le ski (y compris des télécabines, des télésièges et des tire-fesses) et des pistes de ski, un centre de biathlon exploité toute l'année et des réservoirs d'eau artificiels pour fabriquer de la neige artificielle; elles ne sont donc pas compatibles avec le statut de bien du patrimoine mondial.

L'État partie propose aussi d'exclure du bien du patrimoine mondial quatre petites zones (150,6 ha au total) à la périphérie du bien qui ont été exclues du parc national en 1987 et 1999 (voir carte 1). Ces zones ont des valeurs limitées et, comme elles ne sont plus protégées ni gérées dans le cadre du parc national, elles ne sont plus compatibles avec le statut de bien du patrimoine mondial.

La Direction du parc a fait marquer clairement les limites du Parc national de Pirin au dessus de Bansko et dans d'autres zones critiques. Il est prévu de délimiter d'autres zones sur le terrain, sous réserve des fonds disponibles. L'exclusion proposée des zones touristiques de Bansko et Dobrinishte du bien du patrimoine mondial, si elle est acceptée, devrait être reportée sur toutes les cartes et autre matériel d'information concernant le bien du patrimoine mondial. Ces cartes ainsi que le matériel d'information supplémentaire doivent aussi présenter clairement les limites des zones où l'on trouve des équipements de ski et des pistes de ski ainsi que d'autres bâtiments, au moment de l'inscription de l'extension proposée sur la Liste du patrimoine mondial.

Tableau 1: Résumé des modifications proposées aux limites

	Bien	Zone tampon
Superficie du bien existant (ha)	27 442,9	0
Superficie de l'extension proposée (ha)	+12 136,02	0
Superficie des zones dont l'exclusion est proposée à la périphérie du bien (ha)	-150,6	0
Superficie des zones touristiques de Bansko et Dobrinishte qu'il est proposé d'exclure du bien et d'inclure dans une nouvelle zone tampon (ha)	-1078,28	+1078,28
Superficie totale (ha)	39 277,72	1078,28

Note : les écarts mineurs dans ces chiffres sont imputables à des mesures plus précises de la superficie dans l'extension proposée.

L'UICN considère que les limites de l'extension proposée remplissent les conditions énoncées dans les Orientations car la zone incluse renforcerait l'intégrité et la gestion du bien du patrimoine mondial. L'UICN est également d'accord avec les autres changements aux limites proposés par l'État partie.

4.3 Gestion

La responsabilité de la gestion du Parc national de Pirin incombe au Service national de protection de la nature du Ministère de l'environnement et de l'eau qui est chargé de la coordination et de la surveillance des aires protégées de Bulgarie. La Direction du Parc national de Pirin assure la gestion pratique du parc national et applique la politique gouvernementale relative au parc national.

L'administration du Parc national de Pirin emploie environ 50 personnes, y compris cinq inspecteurs en chef, ou gardes en chef, pour chacune des régions gérées du parc ainsi qu'environ 30 gardes. Tous les frais de personnel et d'administration du Parc national de Pirin sont financés par le budget de l'État. Le niveau de ce financement est resté relativement constant ces dernières années. Selon l'État partie, un montant de 517 278 leva bulgares (BGN) (environ USD 350 000) a été approuvé pour 2009, ce qui est moins que pour 2006-2008 mais plus que pour 2004-2005. La principale source de financement pour l'application des mesures de conservation dans le Parc national de Pirin est l'entreprise d'État pour la gestion des activités de protection de l'environnement (SEMEPA) établie en vertu de la loi bulgare de protection de l'environnement. Le niveau de financement de la SEMEPA a fluctué fortement ces dernières années: il est tombé de BGN 706,600 (environ USD 482,000) en 2004 à BGN 87,100 (environ USD 59,000) en 2007. Toutefois, selon l'État partie, le montant de BGN 745,690 a été approuvé pour 2009. L'UICN note que la gestion du bien ne pourra être efficace que si le budget attribué est suffisant.

Depuis 2004, le Parc national de Pirin est géré selon un plan de gestion approuvé par la décision

#646 du Conseil des ministres. Le plan de gestion a été rédigé pour la période 2004-2013 et désigne six zones ayant des objectifs différents au sein du parc national :

- **Zone de réserve** (Ia ; 14,8% du territoire du parc) : Cette zone comprend les réserves intégrales de Yulen et Bayuvi Douпки-Dzhindzhiritza. Les activités anthropiques sont limitées à la recherche scientifique et aux promenades le long de sentiers balisés uniquement ;
- **Zone à impact anthropique limité** (Ib ; 20,3%) : Les activités anthropiques sont limitées à la recherche scientifique et aux randonnées le long de sentiers balisés seulement ;
- **Zone de conservation des écosystèmes forestiers et de loisirs** (IIa ; 45,2%) : Les activités autorisées comprennent la randonnée et les loisirs, la pêche à la ligne, la cueillette de champignons, d'herbes et de fruits à usage personnel, le passage d'animaux domestiques sur des sentiers définis, les activités d'entretien et de restauration dans les forêts et l'abattage sélectif d'animaux de certaines espèces ;
- **Zone d'utilisation durable des espaces ouverts et de loisirs** (IIb ; 16,9%) : Les activités autorisées comprennent toutes les activités mentionnées plus haut en plus du pâturage des moutons, des bovins et des chevaux. Cette zone est essentiellement consacrée à des activités traditionnelles de pâturage ;
- **Zone touristique** (III ; 2,2%) : Il est proposé d'exclure cette zone du parc et de l'inclure dans la nouvelle zone tampon. Les activités autorisées comprennent toutes les activités mentionnées plus haut ainsi que des sports tels que le ski, l'équitation et le cyclisme le long de sentiers définis, l'alpinisme et la spéléologie dans des zones définies. Selon

le plan de gestion, aucune construction de bâtiments ou d'équipements n'est autorisée dans cette zone ;

- **Zone de bâtiments et d'équipements (IV ; 0,6%) :** Cette zone comprend les bâtiments et les équipements des stations de ski de Bansko et Dobrinishte et il est proposé de l'exclure du parc et de l'inclure dans une nouvelle zone tampon. Le plan de gestion a autorisé la construction de la station de ski de Bansko selon le Plan d'aménagement du territoire adopté et son évaluation d'impact sur l'environnement datant de 2000. Selon le plan de gestion, aucune construction de bâtiment ou d'équipement n'est autorisée dans le parc national, en dehors de cette zone. Pour faciliter la lecture, tout au long du présent rapport, la zone touristique et la zone de bâtiments et d'équipements sont dénommées conjointement « zones touristiques de Bansko et Dobrinishte ».

L'application du plan de gestion a été révisée en 2008; cependant, aucun changement au plan de gestion n'a été approuvé. Le processus de développement d'un nouveau plan de gestion pour la période d'après 2013 devrait commencer en 2010. Afin de garantir la protection et la conservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien, il sera essentiel que l'État partie veille à ce que le nouveau plan de gestion n'autorise aucun nouveau développement pour le ski et aucune nouvelle construction d'équipements non durables sur le plan écologique dans le bien et sa zone tampon et n'autorise pas non plus l'extension de la zone touristique à l'intérieur du bien. Par le passé, l'influence des autorités responsables sur le développement de la station de ski de Bansko semble avoir été limitée si l'on en juge par les modifications non autorisées et les violations répétées des obligations approuvées à l'intérieur du bien existant (voir aussi section 4.4 ci-après).

L'UICN considère que le plan de gestion du Parc national de Pirin qui couvre l'extension proposée remplit les conditions énoncées dans les Orientations et renforcera la gestion du bien du patrimoine mondial. L'UICN considère cependant qu'il est impératif que les autorités responsables exercent un contrôle réel sur le Parc national de Pirin pour empêcher tout développement qui pourrait dégrader encore les valeurs et l'intégrité du bien (voir aussi section 5.1 ci-après).

4.4 Menaces et activités anthropiques

Il y a longtemps que le bien du patrimoine mondial subit les pressions du tourisme essentiellement dues au développement de stations et de pistes de ski. De petites zones de ski ont vu le jour à Bansko, Dobrinishte et Kulinoto dans les années

1980 et 1990. En 1999, le Centre du patrimoine mondial a été informé par l'État partie de plans de développement d'une grande station de ski au-dessus de Bansko et, en 2001, l'État partie a accordé une concession à la société Ulen pour la construction de la station de ski de Bansko. Les principales phases de construction de la station de ski de Bansko se sont déroulées de 2002 à 2004; toutefois, la construction d'équipements de ski et de pistes de ski se poursuit encore et lors de la visite de l'UICN, en octobre 2009, le centre de biathlon de Bansko était en train d'être amélioré pour être exploité toute l'année. L'UICN note également la publicité faite dans les documents de marketing pour le ski de nuit, le ski hors piste et l'héiski pratiqués dans la station de ski de Bansko; toutefois, actuellement, on ne sait pas clairement dans quelle mesure ces activités affectent les valeurs et l'intégrité du bien.

La construction des équipements et des pistes de ski requis dans la zone de bâtiments et d'équipements du parc, qui n'a pas touché l'extension proposée, a été autorisée dans le cadre du Plan d'aménagement du territoire (PAT), de son étude d'impact sur l'environnement (EIE) de 2000 et du plan de gestion du parc adopté en 2004. Cependant, plusieurs modifications non autorisées et violations du PAT et des obligations énoncées dans l'EIE n'ont pas seulement dégradé et perturbé les espaces situés à l'intérieur de la zone de bâtiments et d'équipements et de la zone touristique du bien mais aussi affecté d'autres secteurs du bien en dehors de ces zones. En octobre 2009, suite à des rapports d'ONG concernant l'évolution de la station de ski de Bansko qui fait partie du site Natura 2000 proposé de Pirin, la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne a entamé une procédure d'infraction. L'État partie devrait remettre sa réponse aux rapports des ONG en temps et lieu. L'UICN considère que l'État partie devrait aussi présenter sa réponse au Centre du patrimoine mondial lorsqu'elle sera prête.

Bansko est devenue l'une des villes de Bulgarie au développement le plus rapide. Plusieurs hôtels et centres de vacances ont été construits littéralement sur les limites du parc. La capacité actuelle de la station de ski de Bansko est insuffisante par rapport au nombre de touristes pouvant être accueillis dans les hôtels et les centres de vacances de Bansko. La municipalité de Bansko et la société Ulen ont donc l'intention d'agrandir la station de ski de Bansko. Sur les croquis cartographiques actuels de la station, on peut encore voir, par exemple, un téléski et une piste de ski fermés, en dehors à la fois de la zone touristique et de la zone de bâtiments et d'équipements (voir carte 3). Les plans de réouverture de ce téléski et de cette piste de ski ne sont pas compatibles avec le plan de gestion et ne devraient pas être acceptés. D'autres municipalités des environs du

parc prévoient de développer de nouvelles stations de ski et/ou d'agrandir les domaines skiables existants de Dobrinishte et Kulinoto. Un projet concerne une nouvelle station de ski, trois fois plus grande que celle de Bansko, qui affecterait l'extension proposée. Aucun de ces plans n'est conforme au plan de gestion actuel du parc et/ou n'a été approuvé par le Ministère responsable de l'environnement et de l'eau. Lors d'une réunion qui a eu lieu à l'occasion de la visite de l'UICN, le Vice-ministre de l'environnement et de l'eau a affirmé qu'aucun autre projet de développement du ski ne serait approuvé dans le parc. Toutefois, jusqu'ici, le développement touristique à l'intérieur et autour du bien n'a pas été efficacement contrôlé et il reste à savoir si l'État partie est en mesure de protéger les valeurs et l'intégrité du bien agrandi contre de nouvelles pressions du tourisme.

De l'avis de l'UICN, la station de ski de Bansko (voir photo 1) ne peut pas être considérée comme une utilisation durable d'un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en vertu du paragraphe 119 des Orientations et n'est donc pas conforme à l'objectif de conservation de la Convention du patrimoine mondial. Le développement de la station de ski de Bansko a obligé à exclure la zone touristique de Bansko du bien du patrimoine mondial et à l'inclure dans une nouvelle zone tampon. Afin de maintenir les valeurs et l'intégrité du bien du patrimoine mondial, il est essentiel de garantir qu'il n'y aura plus de développement du ski ou de construction d'autres équipements dans le bien et sa zone tampon et que la zone touristique ne sera pas étendue dans le bien. Il est également capital de garantir que les équipements de ski et pistes de ski existants respectent les obligations du PAT, de l'EIE et du plan de gestion, y compris celles qui portent sur la restauration des zones dégradées. Tout nouveau développement du tourisme dans le Parc national de Pirin doit être écologiquement durable et tirer parti du potentiel encore insuffisamment réalisé du bien pour concevoir des formes de tourisme plus soucieuses de l'environnement.

Parmi les autres menaces exercées sur le bien qu'il convient de surveiller et de gérer, il y a l'exploitation illégale du bois, la chasse illégale et le pâturage illégal. L'exploitation illégale du bois semble actuellement être sous contrôle, tant dans le bien que dans l'extension proposée mais il y aurait, occasionnellement, des activités de chasse illégale (essentiellement au chamois) qui doivent être contrôlées. Le pâturage est autorisé dans les zones IIb, III et IV du parc et un pâturage de faible intensité dans ces zones est considéré comme écologiquement durable ; cependant, l'ampleur et l'intensité du pâturage doivent être contrôlées de manière permanente en vue d'empêcher le surpâturage.

Durant la visite de l'UICN, il a été observé que les sentiers du parc étaient bien gérés et entretenus et que des informations et règlements sur le parc sont placés au départ des principaux sentiers et aux points d'accès. Cependant, des activités telles que le ski, l'équitation et le cyclisme ou l'utilisation de motoneiges et de quads devront être étroitement surveillées et gérées et les règlements en vigueur devront être appliqués.

L'UICN considère que la superficie de l'extension proposée qui n'a pas été affectée par le développement du ski remplit les conditions d'intégrité énoncées dans les Orientations et renforcera l'intégrité du bien du patrimoine mondial. L'UICN considère cependant qu'il est impératif que les autorités responsables examinent l'impact d'activités telles que le ski de nuit, le ski hors piste et l'héliski ainsi que l'utilisation de motoneiges et de quads et exercent un contrôle effectif sur le Parc national de Pirin pour empêcher toute activité et utilisation risquant de nuire aux valeurs et à l'intégrité du bien.

Compte tenu des pressions constantes et croissantes qui s'exercent sur le bien, l'UICN considère important qu'une mission de suivi conjointe UNESCO / UICN se rende dans le bien en 2011 pour évaluer son état de conservation et en particulier l'efficacité de sa protection contre tout développement et toute utilisation anthropique inappropriés à l'intérieur et au-delà de ses limites, ainsi que pour réviser un projet du nouveau plan de gestion.

5. AUTRES COMMENTAIRES

5.1 Valeurs et intégrité du bien du patrimoine mondial existant

L'UICN considère que les valeurs et l'intégrité du bien ont été, de manière significative et répétée, compromises par le développement des stations de ski, au point que l'on pourrait envisager l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Après examen rigoureux, agrandir le bien, exclure les zones dégradées du bien et atténuer ou réduire le plus possible les effets adverses sont des moyens de remédier à cette situation particulière. Toutefois, l'UICN considère que le Comité du patrimoine mondial doit indiquer très clairement que tout nouveau développement du ski ou extension des zones touristiques qui compromettent les valeurs et l'intégrité du bien sont incompatibles avec son statut de bien du patrimoine mondial et entraîneraient l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril. L'UICN est également d'avis que tout nouveau dommage causé au bien par le développement du ski pourrait, en fin de compte, entraîner la suppression du bien de la Liste du patrimoine mondial.

L'UICN note que ses recommandations contenues dans le présent rapport s'appliquent aux circonstances particulières du bien du patrimoine mondial du Parc national de Pirin et ne représentent pas de modèle ou de précédent pour d'autres biens du patrimoine mondial faisant face à des pressions de développement. Un examen au cas par cas semble nécessaire mais il importe de disposer d'orientations générales pour les cas où le développement majeur d'installations sportives affecte des biens du patrimoine mondial.

5.2 Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial

Conformément aux Orientations et en tenant compte de changements futurs possibles actuellement en discussion, l'État partie doit prendre toutes les mesures possibles pour empêcher l'utilisation inappropriée de l'emblème du patrimoine mondial comme, par exemple, son utilisation dans le matériel publicitaire de la station de ski de Bansko.

6. APPLICATION DES CRITÈRES

Le bien étendu est proposé au titre des critères (vii), (ix) et (x), alors que le bien du patrimoine mondial existant a été inscrit au titre des critères (vii), (viii) et (ix). L'UICN considère que l'extension proposée doit être approuvée au titre des critères d'origine afin de renforcer l'intégrité et la gestion du bien du point de vue de ces critères mais que le bien étendu ne remplit pas le critère (x) compte tenu de l'évaluation suivante :

Critère (x) : Biodiversité et espèces menacées

L'importance du Parc national de Pirin pour la conservation in situ de la diversité biologique et des espèces menacées ne se justifie pas au niveau mondial. Ses valeurs sont typiques de plusieurs chaînes de montagnes de la péninsule des Balkans. On trouve des espèces et des habitats semblables dans plusieurs autres aires protégées des montagnes des Balkans. La diversité de la flore et de la faune du Parc national de Pirin, bien qu'elle soit importante au niveau national, ne se distingue pas lorsqu'on la compare à d'autres sites de montagne de la région. Au niveau mondial, le Parc national de Pirin est bien inférieur, du point de vue de la biodiversité et des espèces menacées, à de nombreuses régions de montagne. Il est plus petit et compte beaucoup moins d'espèces et d'habitats que plusieurs autres biens de montagne inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

L'UICN considère que le bien étendu ne remplit pas ce critère.

7. RECOMMANDATIONS

L'UICN recommande que le Comité du patrimoine mondial adopte la décision suivante :

Le Comité du patrimoine mondial,

1. Ayant examiné les documents **WHC-10/34.COM/8B** et **WHC-10/34.COM/INF.8B2**,
2. Rappelant la décision **33 COM 7B.21** adoptée à sa 33e session (Séville, 2009) ;
3. Approuve l'extension du **Parc national de Pirin, Bulgarie**, inscrit au titre des critères (vii), (viii) et (ix), en vue de renforcer l'intégrité et la gestion du bien du patrimoine mondial ;
4. Adopte la Déclaration de valeur universelle exceptionnelle suivante :

Brève synthèse

Le bien du patrimoine mondial, qui a une superficie d'environ 40 000 ha, se trouve dans les monts Pirin, au sud-ouest de la Bulgarie et comprend les zones de nature sauvage du Parc national de Pirin. Les paysages divers des montagnes calcaires du bien sont parsemés de plus de 70 lacs glaciaires et l'on peut y voir des formations glaciaires très variées, avec de nombreuses cascades, des éboulis rocheux et des grottes. Les forêts sont dominées par des conifères et plus en altitude, jusqu'au-dessous des sommets, on trouve des prairies alpines. Le bien abrite un ensemble d'espèces endémiques et reliques représentatives de la flore du Pléistocène des Balkans.

Critères

Critère (vii) : *Le paysage de montagne du Parc national de Pirin est exceptionnellement beau. Les pics et les surplombs de la haute montagne contrastent avec les prairies, les rivières et les cascades et offrent un aperçu de l'esthétique d'un paysage montagneux des Balkans. La possibilité de s'immerger dans la nature et de se sentir éloigné de tout est un critère important justifiant la valeur universelle exceptionnelle du bien.*

Critère (viii) : *Les principales valeurs du bien, du point de vue des sciences de la terre, ont trait à la géomorphologie glaciaire illustrée par toute une gamme de caractéristiques telles que des cirques, des vallées profondes et plus de 70 lacs glaciaires. Les montagnes du bien se présentent sous diverses formes et ont évolué en différents types de roches. Les processus naturels en cours et fonctionnant*

permettent l'étude de l'évolution des formes de reliefs du bien qui se poursuit, ce qui aide à comprendre d'autres zones montagneuses de la région.

Critère (ix) : Le bien est un bon exemple de l'évolution continue de la flore comme l'illustrent différentes espèces endémiques et reliques et il protège également un exemple d'écosystème fonctionnant et représentatif des importants écosystèmes naturels des montagnes des Balkans. Dans les forêts naturelles de conifères de Pirin on trouve le pin de Macédoine, le pin de Bosnie et de nombreux arbres anciens. On a dénombré, au total, 1315 espèces de plantes vasculaires, soit environ un tiers de la flore de la Bulgarie, et en particulier 86 plantes endémiques des Balkans, 17 endémiques de Bulgarie et 18 endémiques localement. La faune du Parc national de Pirin compte 45 espèces de mammifères dont l'ours brun, le loup et la martre des pins ainsi que 159 espèces d'oiseaux. Pirin abrite aussi huit espèces d'amphibiens, onze espèces de reptiles et six espèces de poissons. Bien que les forêts aient été touchées par une certaine exploitation, le fonctionnement naturel de l'écosystème garantit la protection de ses valeurs importantes pour la biodiversité au plan régional.

Intégrité

L'inscription d'origine du bien, en 1983, s'est révélée inadéquate pour représenter et maintenir la valeur universelle exceptionnelle de Pirin mais en 2010, une extension a permis de résoudre les problèmes du mieux possible et représente la superficie minimale du Parc national de Pirin que l'on peut considérer comme satisfaisant aux critères de valeur universelle exceptionnelle, énoncés par la Convention du patrimoine mondial.

Le Parc national est clairement défini du point de vue de sa nature montagneuse et de son écologie et la superficie du bien est suffisante pour contenir les valeurs naturelles de Pirin. Des limites adéquates ont été établies par l'extension du bien inscrit à l'origine qui inclut les zones les plus reculées de l'intérieur du Parc national et exclut les zones adjacentes non compatibles avec le statut de bien du patrimoine mondial du fait des impacts du développement pour le ski sur l'intégrité. Les valeurs du bien agrandi comprennent les caractéristiques d'un paysage naturel qui est, cependant, très proche de régions soumises à un développement touristique intense constituant une menace pour son intégrité.

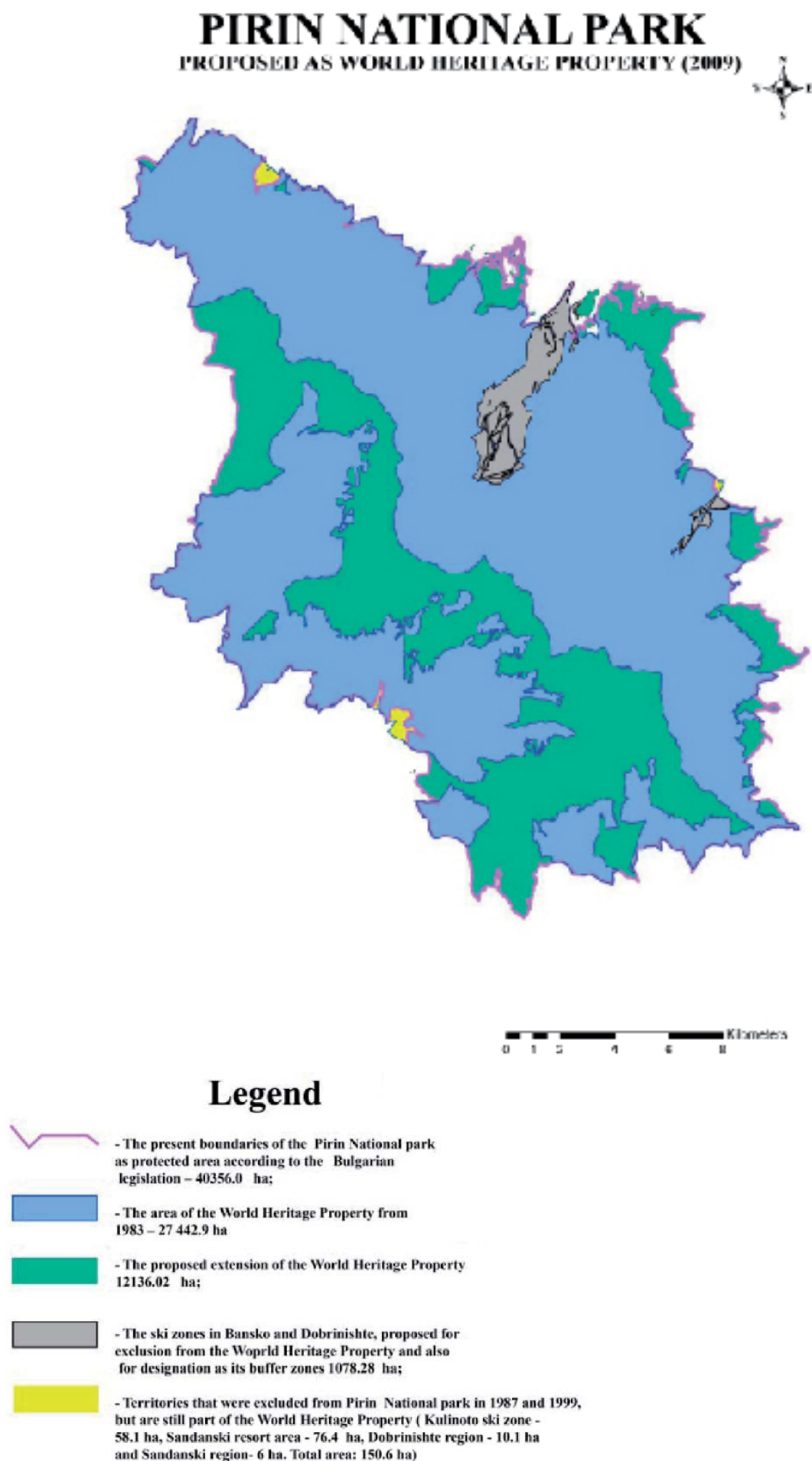
Besoins en matière de protection et de gestion

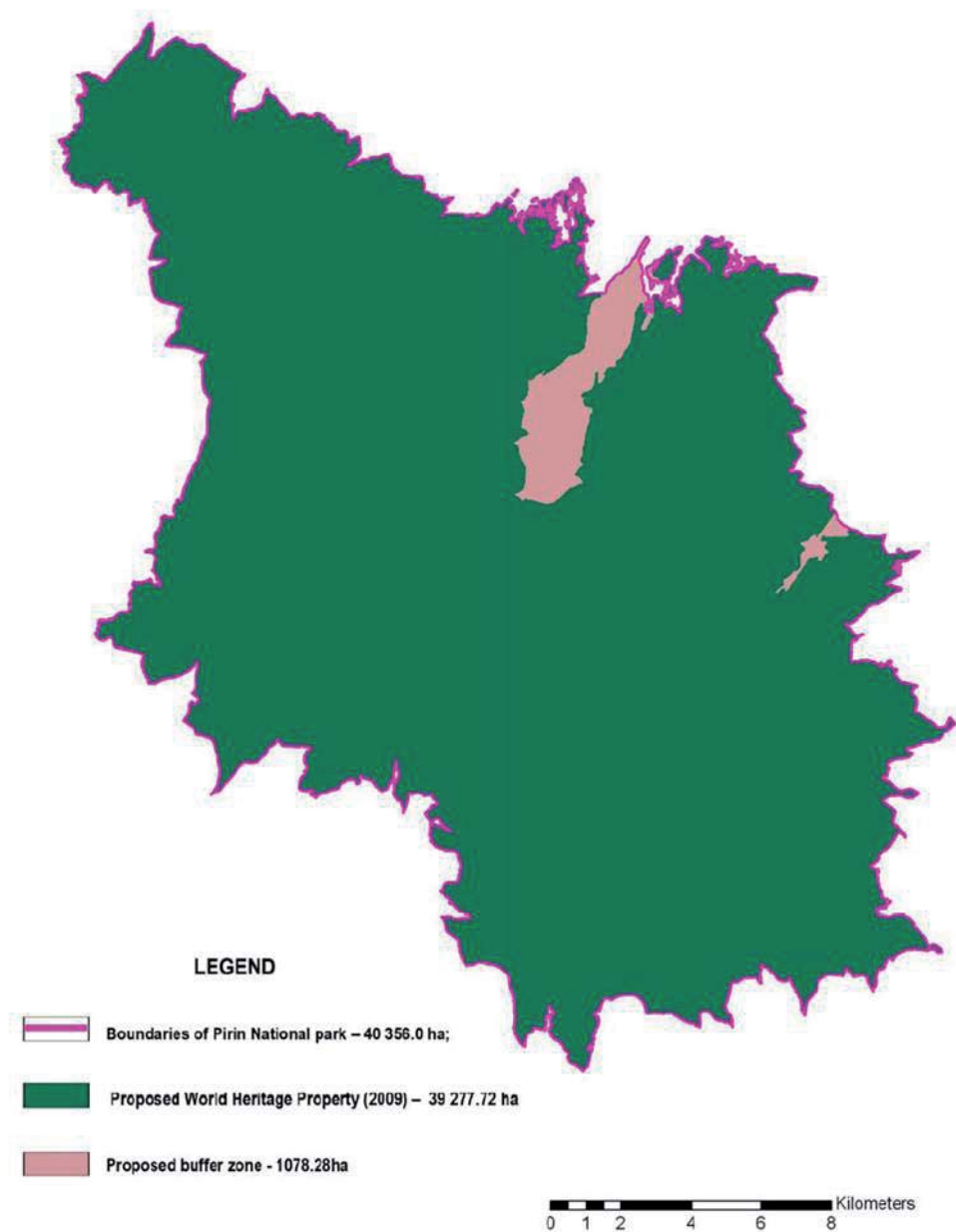
Le bien est couvert par la législation nationale qui devrait garantir une protection nationale forte de ses valeurs, notamment une protection contre l'empiétement du développement dans les zones limitrophes. Il est primordial que cette législation soit rigoureusement appliquée et respectée par tous les paliers de gouvernement qui exercent des responsabilités sur cette région. Le bien a également un plan de gestion qui est efficace et fonctionnel à condition que son application soit garantie par des ressources suffisantes pour maintenir à la fois le niveau de personnel nécessaire et entreprendre les activités de gestion indispensables à la protection et à la gestion. Il faut mettre en place un système de surveillance régulier des valeurs naturelles de Pirin et des programmes continus en vue de maintenir les habitats et les formes de reliefs dans leur état naturel, d'éviter les perturbations et autres impacts sur les espèces sauvages et de préserver les valeurs esthétiques du bien.

Il y a longtemps que le bien du patrimoine mondial subit les pressions du tourisme essentiellement dues au développement de stations et de pistes de ski. De petites zones de ski ont été construites à Bansko, Dobrinishte et Kulinoto dans les années 1980 et 1990. Des activités telles que le ski nocturne, le ski hors-piste et l'hélicski pourraient nuire aux valeurs et à l'intégrité du bien et doivent être rigoureusement contrôlées. Bansko, limitrophe du bien, est devenue l'une des villes de Bulgarie au développement le plus rapide avec des hôtels et des centres de vacances qui ont été construits littéralement sur les limites du parc. Le développement touristique à l'intérieur et autour du bien n'a pas été correctement contrôlé et a empiété sur le bien, causant des dommages importants. Il est impératif que le plan de gestion du bien donne la priorité à long terme à la protection des valeurs naturelles de Pirin et interdise tout empiétement et tout impact du ski, de compétitions sportives ou d'autres développements inappropriés dans le bien. De même, les documents de planification créés par les collectivités nationales, régionales et locales doivent garantir la protection des valeurs naturelles du bien et tenir compte de ses avantages, en tant que paysage naturel, pour la région environnante.

Parmi les autres menaces pesant sur le bien, on peut citer le déboisement illégal, le braconnage et l'utilisation de motoneiges et

- de quads. Toutes ces activités doivent être étroitement surveillées et gérées et des règlements efficaces doivent être appliqués. La gestion des visiteurs, à la fois pour prévenir les impacts négatifs et pour offrir une expérience écologiquement durable des valeurs du bien est également une obligation essentielle, à long terme.*
5. Dans le contexte particulier de l'extension proposée, accepte la proposition de l'État partie d'exclure du bien quatre petites zones (150,6 ha au total) à la périphérie du bien qui ont été exclues du parc national ; et accepte aussi la proposition de l'État partie d'exclure du bien les zones touristiques de Bansko et Dobrinishte (1078,28 ha au total) ainsi que d'inclure ces dernières, qui sont encore dans le parc national, dans une nouvelle zone tampon ;
 6. Regrette que la **valeur universelle exceptionnelle** du bien ait subi, de manière répétée et importante, les impacts du développement de stations de ski et de pistes de ski, au point que l'on pourrait envisager l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et que la poursuite du développement du ski exerce une menace grave sur la valeur universelle exceptionnelle du bien ;
 7. Demande à l'État partie d'interdire fermement tout nouveau développement du domaine skiable dans le bien et sa zone tampon et de garantir que les stations de ski et pistes de ski existantes respectent les obligations approuvées, y compris celles qui concernent la restauration des zones dégradées ;
 8. Décide que tout nouveau développement et impact sévère des stations de ski ou pistes de ski ou de l'infrastructure associée, dans le bien et sa zone tampon, entraînera l'inscription du bien sur la **Liste du patrimoine mondial en péril** ;
 9. Prie instamment l'État partie de s'assurer que le nouveau plan de gestion, qui sera élaboré pour la période postérieure à 2013, n'autorise plus de nouveau développement du ski ni la construction d'autres installations écologiquement non durables dans le bien et sa zone tampon et n'autorise pas non plus l'extension de la zone touristique à l'intérieur du bien ;
 10. Prie aussi instamment l'État partie de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher l'utilisation inacceptable de l'emblème du Patrimoine mondial, y compris en interdisant son utilisation dans le cadre de la station de ski de Bansko qui ne saurait être considérée comme une utilisation durable d'un bien du patrimoine mondial ; et invite l'État partie à étudier et encourager des activités de tourisme écologiquement durable dans le bien, au bénéfice des communautés locales ;
 11. Demande à l'État partie d'inviter une mission de suivi conjointe UNESCO / UICN dans le bien, en 2011, pour évaluer l'état de conservation du bien en ce qui concerne, en particulier, la protection réelle contre un développement et une utilisation anthropiques inappropriés à l'intérieur et au-delà de ses limites et de réviser un projet de nouveau plan de gestion afin de garantir que celui-ci assurera la protection continue de la valeur universelle exceptionnelle du bien ;
 12. Demande aussi à l'État partie de soumettre au Centre du patrimoine mondial, avant le 1er février 2011, un rapport sur l'état de conservation du bien faisant en particulier référence à sa protection réelle contre un développement et une utilisation anthropique inappropriés à l'intérieur et au-delà de ses limites, pour examen par le Comité du patrimoine mondial à sa 35e session en 2011. Ce rapport devrait contenir la réponse de l'État partie aux soumissions des ONG qui ont abouti à une procédure pour infraction entamée par la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne.

Carte 1. Vue d'ensemble des changements proposés aux limites.

Carte 2. Limites proposées du bien du patrimoine mondial et de ses zones tampons.

Carte 3. Croquis cartographique de la station de ski de Bansko où l'on voit encore le téléski et la piste de ski fermés de Ctzurna mogila, à droite. Ce téléski et cette piste fermés se trouvent en dehors de la zone touristique et de la zone de bâtiments et d'équipements qu'il est proposé d'exclure du bien du patrimoine mondial et d'inclure dans une nouvelle zone tampon et qui resteront donc, dans ce cas, à l'intérieur du bien. Les plans de réouverture de ce téléski et de cette piste de ski sont contraires au plan de gestion et ne devraient pas être acceptés. (Source de la carte : www.banskoski.com)



Photo 1. La partie supérieure de la station de ski de Bansko qui a été construite à l'intérieur du bien du patrimoine mondial existant. Il est proposé d'exclure cette partie du Parc national de Pirin du bien du patrimoine mondial et de l'inclure dans une nouvelle zone tampon. (Source de la photo : www.banskoski.com)

